

70^e séance

Annexes

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 29 novembre 2011, de MM. Yves Bur, Jean-Pierre Door, Mme Bérengère Poletti, M. Denis Jacquat et Mme Martine Pinville, un rapport n° 4010, fait au nom de la commission des affaires sociales sur, en vue de la lecture définitive, le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture (n° 4007).

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Conférence des Présidents et première séance du mardi 29 novembre 2011)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du mardi 29 novembre 2011 au jeudi 22 décembre 2011 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 29 novembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;
- Explications de vote et vote par scrutin public sur le projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée (n° 3875-3953) ;
- Discussion, en lecture définitive, du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 (n° 4007) ;
- Discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3952-4006).

Mercredi 30 novembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Questions au Gouvernement ;
- Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3952-4006).

Judi 1^{er} décembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Discussion de la proposition de résolution européenne relative à la mise en place d'un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique (n° 3867-3939-3972) ;
- Discussion de la proposition de loi constitutionnelle établissant la responsabilité civile et pénale du Président de la République pour les actes commis antérieurement à sa prise de fonction ou détachables de celle-ci et supprimant la Cour de justice de la République (n° 3817-3949) ;
- Discussion de la proposition de loi organique relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (n° 3838-3997) ;

– Discussion de la proposition de loi relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (n° 3866-3998) ;

(Ces deux textes faisant l'objet d'une discussion générale commune)

- Discussion de la proposition de loi relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine (n° 3868-3958) ;
- Discussion de la proposition de loi visant à encadrer les prix des produits alimentaires (n° 3745-3957) ;
- Discussion de la proposition de résolution, au titre de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur l'accessibilité universelle pour les personnes en situation de handicap (n° 3853).

Vendredi 2 décembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3952-4006).

Éventuellement, lundi 5 décembre

Après-midi (16 heures) et soir (21 h 30) :

- Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3952-4006).

Mardi 6 décembre

matin (9 h 30) :

- Questions orales sans débat.
- après-midi (15 heures) :
- Débat préalable au Conseil européen ;
- Élection, par scrutin secret, dans les salles voisines de la salle des séances, de deux représentants supplémentaires au Parlement européen ;
- Explications de vote et vote par scrutin public sur le projet de loi de finances rectificative pour 2011 (n° 3952-4006) ;
- Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de résolution européenne relative à la mise en place d'un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique (n° 3867-3939-3972) ;
- Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de loi constitutionnelle établissant la responsabilité civile et pénale du Président de la République pour les actes commis antérieurement à sa prise de fonction ou détachables de celle-ci et supprimant la Cour de justice de la République (n° 3817-3949) ;
- Discussion de la proposition de résolution, au titre de l'article 34-1 de la Constitution, réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution (n° 3522) ;

– Discussion de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux modalités de fonctionnement, au financement ainsi qu'à l'impact sur l'environnement du projet de rénovation du réseau express régional d'Île-de-France et notamment la ligne A du RER (n° 3259).

soir (21 h 30) :

– Discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions de sécurité des mineurs accueillis dans le cadre d'un séjour à l'étranger (n° 3496–3925).

Mercredi 7 décembre

après-midi (15 heures) et, éventuellement, soir (21 h 30) :

– Questions au Gouvernement ;

– Explications de vote communes et votes par scrutin public sur la proposition de loi organique relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (n° 3838–3997) et sur la proposition de loi relative à la transparence de la vie publique et à la prévention des conflits d'intérêts (n° 3866–3998) ;

– Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de loi relative à l'encadrement des loyers et au renforcement de la solidarité urbaine (n° 3868–3958) ;

– Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de loi visant à encadrer les prix des produits alimentaires (n° 3745–3957) ;

– Explications de vote et vote par scrutin public sur la proposition de résolution, au titre de l'article 34–1 de la Constitution, portant sur l'accessibilité universelle pour les personnes en situation de handicap (n° 3853) ;

– Discussion de la proposition de résolution, au titre de l'article 34–1 de la Constitution, portant sur la reconnaissance d'une présomption de lien de causalité entre l'exposition aux radiations suite à un accident nucléaire et la maladie ou le décès (n° 3800) ;

– Débat sur la situation de l'industrie ferroviaire française, voyageur et fret.

Jeudi 8 décembre

matin (9 h 30) :

– Questions orales sans débat.

Mardi 13 décembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

– Questions au Gouvernement ;

– Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 3877–3935) ;

– Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu, sur les successions et sur la fortune (n° 3878–3936) ;

– Discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (n° 3879–3937) ;

– Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (n° 3138) ;

– Discussion du projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise (n° 3315 rectifié) ;

– *Sous réserve de son dépôt*, discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôt sur le revenu ;

(Ces six textes faisant l'objet d'une procédure d'examen simplifiée en application de l'article 103)

– Discussion, après engagement de la procédure accélérée, du projet de loi organique relatif à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire (n° 4000) ;

– Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la protection de l'identité (n° 3887).

Mercredi 14 décembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

– Questions au Gouvernement ;

– Discussion, soit sur le rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi de finances pour 2012.

Jeudi 15 décembre

matin (9 h 30), après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

– Suite de la discussion, soit sur le rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi de finances pour 2012 ;

– Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à Voies navigables de France (n° 3871–3942) ;

– Discussion du projet de loi portant réforme des ports d'outre-mer relevant de l'État et diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports (n° 3858).

Lundi 19 décembre

après-midi (17 heures) et soir (21 h 30) :

– *Éventuellement*, discussion, en lecture définitive, de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants ;

– *Éventuellement*, discussion, en lecture définitive, du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé ;

– *Sous réserve de son dépôt*, discussion du projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle.

Mardi 20 décembre

après-midi (15 heures) et soir (21 h 30) :

– Questions au Gouvernement ;

– Discussion, soit sur le rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 2011 ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion, en lecture définitive, de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion, en lecture définitive, du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé ;

– *Éventuellement*, sous réserve de son dépôt, suite de la discussion du projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle ;

– Discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (n^{os} 3072–3946) ;

– Discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (n^{os} 3073–3947).

Mercredi 21 décembre

matin (9 h 30) :

– *Éventuellement*, suite de la discussion, soit sur le rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 2011 ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion, en lecture définitive, de la proposition de loi visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion, en lecture définitive, du projet de loi relatif au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé ;

– *Éventuellement*, sous réserve de son dépôt, suite de la discussion du projet de loi organique relatif au remboursement des dépenses de campagne de l'élection présidentielle ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion du projet de loi organique portant application de l'article 11 de la Constitution (n^{os} 3072–3946) ;

– *Éventuellement*, suite de la discussion du projet de loi portant application de l'article 11 de la Constitution (n^{os} 3073–3947).

après-midi (15 heures) :

– Questions au Gouvernement ;

– *Éventuellement*, discussion, en lecture définitive, du projet de loi de finances pour 2012 ;

– *Éventuellement*, discussion, sur le rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi relatif à la rémunération pour copie privée.

soir (21 h 30) :

– *Éventuellement*, discussion, en lecture définitive, du projet de loi de finances rectificative pour 2011.

Jeudi 22 décembre

matin (9 h 30) et après-midi (15 heures) :

– *Éventuellement*, suite de la discussion, en lecture définitive, du projet de loi de finances rectificative pour 2011.

TEXTES TRANSMIS EN APPLICATION DU PROTOCOLE SUR L'APPLICATION DES PRINCIPES DE SUBSIDIARITÉ ET DE PROPORTIONNALITÉ ANNEXÉ AU TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE ET AU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne a transmis, en application du protocole (n^o 2) sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 29 novembre 2011

Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en ce qui concerne le recours excessif aux notations de crédit (COM [2011] 746 final).

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n^o 1060/2009 sur les agences de notation de crédit (COM [2011] 747 final).

